

Les Problèmes d'avenir du Sénégal
une esquisse d'interprétation.

Une arrivée récente au Sénégal ne permet guère d'appréhender les problèmes spécifiques importants qui engagent l'avenir de ce pays. Cette réflexion se situera donc à un certain niveau de généralité et, par conséquent, ne sera pas exclusive d'une certaine banalité.

Au demeurant, des ouvrages récents, comme celui de Tibor Mende = "de l'aide à la recolonisation, les leçons d'un échec", et les réflexions qu'il a suscitées chez des économistes familiarisés avec les réalités des pays en voie de développement, tendent à montrer que les problèmes cruciaux devant lesquels semble buter un pays comme le Sénégal sont l'apanage de la majorité des pays du Tiers Monde.

Si néanmoins l'on essaie de préciser ces problèmes, il apparaît nécessaire au préalable, et notre analyse se limitera à ce plan, d'apprécier les conceptions et préoccupations majeures des responsables actuels de la destinée du pays, leur façon de se traduire ou non dans les faits et leur principales implications.

I - Dans le contexte présent, ces orientations émanent, au premier chef, du président L.S. Senghor. Elles ont le mérite d'avoir été clairement exprimées par le chef de l'Etat aussi bien dans ses ouvrages de réflexion politique que dans ses discours et déclarations diverses tant devant l'Assemblée Nationale que devant le Conseil Economique et Social ou lors des assises annuelles du Parti...

Si, depuis l'accession à l'indépendance, on s'efforce d'en chercher le fil directeur, la caractéristique la plus frappante apparaît être un glissement progressif de la philosophie abstraite en faveur d'un recours croissant à la technologie comme clef du futur.

A cet égard, le rapport de politique général présenté en décembre 1969 devant le sixième congrès UPS et intitulé "le plan de décollage économique ou la participation responsable comme moteur du développement" s'avère particulièrement instructif.

L.S. Senghor y fait de nombreuses références au récent ouvrage de J.K Galbraith "le nouvel Etat industriel".

Il fait ainsi sienne cette opinion que les impératifs de la technologie et de l'organisation priment sur les idéologies, déterminent la forme de la société économique et amorcent une convergence entre le capitalisme et le socialisme.

"Le socialisme est né d'un certain nombre de facteurs mais immédiatement du développement du capitalisme qui est né lui-même des progrès de la technologie et partant de la science... Nous allons, nous l'avons vu, vers une convergence des civilisations industrielles = vers un modèle mixte de socialisme libéral et décentralisé... Alors la différence entre entreprises privées et entreprises publiques aura beaucoup perdu de sa valeur".

Il y a de moins en moins de raisons d'opposer capitalisme et socialisme puisqu'au sein même des pays capitalistes la lutte des classes a quasiment disparue, remplacée par le dialogue de "groupes technico-professionnels" et qu'à l'exploitation s'est substituée la préoccupation d'une croissance continue.

Cette perspective s'applique d'autant plus facilement au Sénégal qu'il n'y jamais existé de luttes de classes et qu'il forme une société de type "communautaire" mettant l'accent sur le groupe plus que sur l'individu. Comme le rappelle aussi J.K Galbraith, toujours cité en référence : "Le principal obstacle au développement est l'absence d'un nombre suffisant de techniciens, de managers et d'administrateur formés".

Outre l'effort éducatif, il est nécessaire, par conséquent, d'introduire le management non seulement dans le secteur privé mais aussi et d'abord dans le secteur public.

"A la base du développement, il y a le manégement et, à la base du manégement, il y a comme les deux règles majeures, la méthode et l'organisation. Or il ne peut y avoir de véritable politique de développement dans une nation, même dans le secteur privé, si le secteur public, l'administration, n'est pas auparavant restructuré et animé suivant l'esprit et les techniques de la nouvelle technologie appelée organisation et méthodes qui est l'application à l'administration et aux services publics de l'organisation scientifique du travail".

La promotion des hommes d'affaires s'inscrit dans ce contexte et se justifie d'autant plus que "les soviétiques eux-mêmes reconnaissent l'utilité d'une bourgeoisie nationale dans les pays en voie de développement comme moment dialectique de la marche vers le socialisme."

Le rôle de l'Etat sera d'encadrer ces hommes d'affaires pour leur inculquer une idéologie nationale et surtout les aider à se transformer en managers efficients capables de rivaliser avec leur homologues étrangers.

II - Cette optique consistant à mettre l'accent sur la technologie comme moyen de résoudre les problèmes du développement, comporte de multiples implications :

- Le socialisme auquel il est fait toujours référence, devient moins une doctrine qu'une méthode et un cadre d'action.

"Le socialisme pour nous s'est rien d'autre que l'organisation rationnelle de la société humaine considérée dans sa totalité selon les méthodes les plus scientifiques, les plus modernes et les plus efficaces". (L.S. Senghor = 4ème congrès UPS - 1963).

Ainsi la rationalité doit se substituer à l'élan émotif et la perspective technique vient remplacer la perspective morale.

- De cette façon, tous les problèmes, qu'il s'agisse de difficultés rencontrées par les coopératives ou par l'animation rurale, se réduisent à des problèmes techniques de "manègement" et de production croissante.

L'amélioration du sort de la paysannerie qui représente près de 80 % de la population est uniquement liée à une efficacité technique accrue qui, dans les faits, se trouve malheureusement contrecarrée de façon efficace par le jeu de la détérioration des termes de l'échange.

Il n'est cependant question de modifier le statuquo puisque "nous ne pouvons faire moins que de maintenir la relation entre les niveaux de vie de nos quasi classes" et la perspective de conditions meilleures se trouve en définitive dans l'espoir fragile que le gâteau s'accroissant, les tranches qui le composent augmenteront à leur tour.

- La négation des classes autorise une politique du compromis et du juste milieu qui permet de rallier des groupes opposés et de bâtir des coalitions antagonistes équilibrées.

- Cette politique de "checks and balances" se double d'une conception élitiste. Celle-ci, sur un plan philosophique, met au premier plan l'homme de culture qui ne saurait jamais être que l'apanage d'une faible minorité. Sur un plan stratégique, elle fait reposer le développement sur une couche restreinte de responsables politiques et de techniciens et non sur une implication directe de masses dans le processus politique. "Pour que le Sénégal entre rapidement dans la civilisation industrielle, il nous faut non seulement les hommes du Parti et du Gouvernement, mais surtout les entrepreneurs privés et les hommes de la technostruture" (L.S. Senghor, rapport au 6ème Congrès UPS, Décembre 1969). Il appartient à ces élites responsables de convaincre les masses afin de réaliser leur mobilisation effective.

D'une certaine façon, le processus est inverse de celui que se proposait l'animation rurale à l'époque de Mamadou Dia en essayant de promouvoir des responsables à la base qui, par leur dynamisme, non seulement mobiliseraient les masses rurales mais entraîneraient dans leur village d l'appareil politico-administratif lui-même.

- Au sein de ces élites, l'accent se déplace de plus en plus des élites proprement politiques vers les élites administratives.

Les responsables politiques sont, en effet, impliqués dans la politique politicienne et les luttes de clans et sont souvent dépourvus de compétences indispensables.

Aussi se manifeste une tendance vers une neutralisation politique de certains postes d'autorité (comme ceux de gouverneurs de province par exemple) et un poids accru accordé à l'armée dont sont mises simultanément en relief la technicité et la neutralité.

En ce qui concerne les titulaires de charges administratives eux-mêmes s'exprime la volonté de substituer à la routine et à l'irresponsabilité l'apprentissage d'un comportement efficace de manager.

Les récentes mesures prises en faveur de la défonctionnarisation des établissements publics répondent à ce souci.

Au même ordre de préoccupations fait également face la mise en place d'organismes de caractère technocratique comme le bureau "Organisation et Methodes" le club "Nation et développement" ou le "Centre D'Etudes et de Recherches d'Education Socialiste" (CERES).

Cette orientation de la démarche gouvernementale ne supprime pas l'existence de paradoxes dont on peut se demander, dans certains cas, s'ils ne la rendent pas inopérante.

1) La volonté de promouvoir une technicité croissante suscite dès l'abord un certain nombre d'interrogations :

N'est-elle pas en opposition avec la philosophie personnelle de L.S. Senghor ? Comme l'a noté I. Markovitz il y a "un conflit fondamental entre les exigences de la technologie et les prédilections personnelles et philosophiques de Senghor : le poete et son idéal du "beau" est confronté avec le technicien, l'émotion avec la raison, le rythme du Tam-tam avec celui de la machine, la complexité avec l'uniformité, la coalition avec la centralisation et le plein développement de l'individu avec l'individu comme rouage de l'appareil productif".

De façon plus large n'y a-t-il pas contradiction entre la poursuite de la modernisation et le maintien des valeurs traditionnelles en particulier entre le "communautarisme" rural et l'individualisation des moyens de production, entre l'appel à un effort d'austérité et de solidarité nationale et la promotion d'hommes d'affaires axés au premier chef sur leurs intérêts personnels.

Afin qu'ils se situent en position concurrentielle, il leur est conseillé en outre de modeler leur comportement sur celui des hommes d'affaires étrangers qui se trouvent sur la place et qui ne peuvent que manifester une certaine indifférence aux nécessités nationales.

Enfin n'est-il pas paradoxal de vouloir simultanément promouvoir un schéma technique de développement et réaliser une mobilisation des masses qui n'a guère de chances de se produire sur des bases impropres à soulever l'enthousiasme ou l'ardeur révolutionnaire.

2) D'autres situations se caractérisent également par leur ambivalence et il semble possible de les illustrer à l'aide de quelques exemples:

- L'animation rurale, considérée il y a quelques années comme l'institution la plus caractéristique et la plus originale du socialisme sénégalais se heurte à une ambiguïté fondamentale.

La mise en place d'une société rurale s'administrant elle-même à la base ne peut qu'entrer en conflit avec les structures sociales, économiques et politiques existantes. L'expansion des coopératives menace à la fois les hommes d'affaires auxquels elles ont vocation de se substituer et les notables locaux pour qui elles constituent un pouvoir concurrent. S'y ajoute l'opposition entre le souci éducatif des animateurs et la préoccupation de rentabilité des responsables administratifs.

- Si l'on aborde la situation de la main d'œuvre salariée le jugement officiel selon lequel il s'agit là d'une catégorie de population privilégiée ne semble que partiellement justifié car il repose sur une assimilation génératrice de confusion entre salariés de secteur secondaire et ceux du secteur tertiaire. Ce sont surtout ces derniers qui méritent cet épithète aussi bien par leur surnombre que par leur faible productivité ou leur niveau de rémunération. En ce qui concerne les travailleurs industriels non seulement il est surprenant de voir un gouvernement socialiste essayer de comprimer les coûts de la main d'œuvre afin d'attirer les entreprises étrangères mais aussi, qu'en dépit de cela, ces coûts ne soient pas concurrentiels en raison d'une faible qualification conjuguée avec l'adoption d'une législation sociale modelée sur celle des pays industrialisés.

- Au niveau des instances gouvernementales apparaissent aussi certaines situations paradoxales.

C'est celle du parti unique qui crée une unanimité de façade et qui, selon F. Zuccarelli, réalise une certaine démocratie parce qu'il reflète en son sein certaines dissensions internes et luttes de clans.

C'est encore celle des responsables du parti et du gouvernement qui, pour arriver à leurs fins, doivent utiliser des moyens traditionnels que, par ailleurs, il réprouvent et s'efforcent de réprimer.

Seule une politique de clientèle et de patronage près des leaders locaux peut leur apporter, par exemple, le soutien rural indispensable qu'ils auraient été incapables de susciter par eux-mêmes.

Il en résulte le dilemme suivant : sans clans et notabilités locales impliquant l'attribution de protections et faveurs il y a peu de zones de contact entre les responsables gouvernementaux et les masses rurales mais, inversement, sans un renforcement de normes bureaucratiques anonymes et neutres, il y a très peu de chances de voir se concrétiser les objectifs affichés de développement.

IV - Par delà leurs caractéristiques et leurs implications diverses diverses les grandes lignes directrices suivies par la politique sénégalaise soulèvent un certain nombre de questions et de problèmes.

- L'accent mis sur le "communautarisme" de la paysannerie permettant la mise en place de formes d'organisation de type collectiviste n'est-il pas un mythe qui masque le processus de changements à l'oeuvre en milieu rural ?

Comme l'a noté Gérard Chaliand, ce raisonnement s'appuie sur la confusion entre communauté villageoise et communauté primitive.

Or les structures traditionnelles sont profondément dégradées par le développement des échanges commerciaux et de l'économie monétaire.

En outre, comme se sont attachées à la souligner différentes études, la diffusion du progrès technique en milieu rural, là où elle s'est produite, semble avoir renforcé l'individualisation des exploitations et suscité des inégalités économiques nouvelles.

- Jusqu'à présent, les initiatives du pouvoir n'ont suscité qu'un faible écho au sein des populations rurales.

Le parti ne pénètre que de façon très résiduelle le milieu paysan. Il reste surtout organisé dans les villes où il semble même s'assoupir en dehors de périodes électorales (cf. la variation considérable du nombre de cartes vendues selon les années).

L'ambiguïté qui pèse sur les coopératives et leur caractère de plus en plus technique depuis la chute de M. Dia ont un faible pouvoir mobilisateur.

En outre comme l'a remarqué Donald Cruise O'Brien la sollicitude gouvernementale à l'égard du secteur rural n'est pas désintéressée et un contrôle accru de coopératives répond, autant qu'à des fins d'organisation, au souci d'en prélever une part importante de revenus. D. Cruise O'Brien estime ainsi qu'en 1971 le prix du Kilo d'arachide payé aux paysans a été de 19,5 F CFA, celui de vente aux huiliers de 40 F CFA et le profit de l'Etat de 22 F CFA.

Quoiqu'il en soit, pour le pouvoir politique ce faible enracinement dans la société sénégalaise et cette absence d'institutionnalisation réelle constituent un problème fondamental et une source vive de fragilité.

- La recherche du soutien des marabouts et autres leaders traditionnels répond sans doute au souci de ne pas heurter de front des intérêts puissants et solidement établis. Le Khalife des Mourides n'est-il pas capable de mobiliser une masse de fidèles dont l'estimation varie de 400.000 à 1 million de personnes.

Ces masses ~~rurales~~ sont sans doute objectivement exploitées mais elles sont en même temps solidement et efficacement encadrées et il est commode pour le Pouvoir de se les concilier à travers l'octroi de divers privilèges aux marabouts les plus influents.

Il est ainsi possible de faire face à des obligations plus pressantes telles que les revendications salariales des masses urbaines.

Cette collusion avec les leaders traditionnels même si elle est tactique et imposée par les circonstances ne présente-t-elle pas un danger permanent d'altération et de déviation des buts poursuivis ?

L'introduction de changements et de progrès techniques ne risque-telle pas de les voir accaparés par les marabouts et constituer ainsi un moyen de consolidation plus qu'un germe de décomposition graduelle de leur pouvoir ?

- Cette question en suggère immédiatement une autre. L'idéologie officielle sénégalaise favorise-t-elle l'unité nationale et le développement économique ou sauvegarde-t-elle principalement la structure de pouvoir existante ? La classe dirigeante saura-t-elle répondre au pari technologique qui se propose à elle ?

Saura-t-elle à la fois promouvoir et se transformer elle même en une technostructure efficace alliant l'effort égocentrique et altruiste, conciliant les intérêts privés et l'intérêt national ?

Ce pari est-il lui même réalisable dans un contexte où la dépendance internationale se conjugue avec un isolement national découlant de la passivité des masses rurales et d'une structure de classe de plus en plus différenciée.

Il est permis d'en douter d'autant plus que semblent se dessiner une série de clivages entre les couches privilégiées.

Une bourgeoisie commerciale jadis freinée par le système de l'économie de traite renaît de ses cendres et s'efforce d'orienter le soutien de l'Etat dans le sens d'une libéralisation croissante.

A cette pression s'oppose celle des technocrates et jeunes cadres du parti soucieux du maintien de l'autorité de l'Etat et défenseurs de l'intérêt national contre les atteintes des intérêts privés.

Par là ils s'opposent simultanément à une fraction importante de la classe politique qui, née de la lutte pour l'indépendance, se préoccupe avant tout du maintien de ses prérogatives et privilèges et recourt pour cela à la "politique politicienne", à la constitution de clientèles, aux intrigues et luttes de clans.

En définitive, l'option technologique qui caractérise l'orientation majeure de la politique sénégalaise actuelle répond plus aux problèmes de l'industrialisation qu'à ceux du capitalisme, plus aux problèmes de la machine qu'à ceux de l'exploitation d'une classe.

Elle pose le problème fondamental de savoir si ce culte de la croissance est compatible ou peut aboutir à cette civilisation des loisirs qu'appelle de ses vœux le président Senghor.

Non seulement il n'y a pas de corrélation certaine entre progrès technique et progrès social mais il semble dangereux de "subordonner le projet social à la logique instrumentale de l'économie et du développement technique".

Il se produit alors un engrenage auquel ne semblent pas échapper les sociétés industrialisées et devant lequel la subtilité de la pensée de L.S. Senghor même risque de se trouver en échec.